

AUTOUR DU TESTAMENT EUROPÉEN DE GEREMEK

Jacques Demorgon

« Après avoir fait l'Europe,
nous devons maintenant faire les Européens,
sinon nous risquons de la perdre »

Introduction : De l'Europe élargie à l'Europe approfondie

Peu avant sa disparition accidentelle, Bronislaw Geremek avait dirigé et publié, avec Robert Picht, un ouvrage collectif intitulé « *Visions d'Europe* » (2007). Tous deux y avaient réuni les contributions d'une trentaine d'observateurs, de penseurs, de chercheurs, dont Umberto Eco, Jacques Le Goff, Jacques Rupnik, Dominique Schnapper, Tzvetan Todorov. Geremek avait donné à cet ouvrage une importante *Introduction*. Nous nous référons aussi à une *Audition* de Geremek sollicitée par la Mission d'information sur les questions mémorielles. Cette Audition, aujourd'hui en ligne, a eu lieu à l'Assemblée nationale française, le 24 juin 2008, peu de temps avant la disparition de l'historien et homme politique polonais.

Nous avons souhaité nous référer de plusieurs points de vue, théoriques et pratiques, à ce qui constitue comme un testament européen de Geremek. Il tient dans la proposition qu'il fait aux Européens de mettre en oeuvre un nouveau projet. En opposition au premier projet lié à Jean Monnet, projet qui sur un demi-siècle a réussi à « *faire l'Europe* », Geremek réclame un « *second souffle* » pour un « *second projet* » qui doit « *faire maintenant les Européens* ». Il le dit de façon solennelle, ce nouveau projet vaut en importance le premier mais il est sans doute plus difficile à mettre en oeuvre. Et il faut le faire maintenant sinon nous « *risquons même de perdre l'Europe déjà faite* ». Il le dit aussi de façon explicite. Faire l'Europe a été possible par une politique de petits et grands pas institutionnels. Les populations européennes n'avaient plus qu'à approuver.

Faire les Européens ne sera pas possible ainsi car ces Européens font partie de sociétés parfois millénaires qui ont constitué leur identité au cours d'une longue histoire contrastée dont ils sont les enfants et à laquelle ils ne peuvent renoncer. C'est à partir d'elle et au contact des autres qui ont aussi leur histoire qu'ils vont devoir évoluer et devenir aussi des Européens. Les rejets français et néerlandais du projet de Traité constitutionnel en 2005 sont seulement le constat de cette vérité : on ne fera l'Europe ni contre ses peuples ni même sans ses peuples.

En faisant l'analyse des perspectives précises que Geremek déploie comme tâches constituant le second projet nous avons été heureux de voir, chemin faisant, qu'elles correspondaient à des propositions faites par plusieurs « esprits d'Europe » dont certains étaient aussi les amis de Geremek. C'est ainsi qu'à propos de la participation active des peuples européens à leur destin, Jacques Le Goff (2007 : 403) dans *Visions d'Europe* écrit : « *Le Printemps des Peuples* » nous rappelle qu'une vraie Europe ne se construira pas, ne se développera, ne se maintiendra pas sans l'adhésion et si possible l'enthousiasme de ses peuples. Europe des nations depuis le Moyen Age, Europe des peuples depuis les révolutions de l'époque moderne ».

Il ne s'agit pas là de rencontres idéologiques mais d'un même constat objectif repris par les uns et les autres. Geremek établit d'ailleurs une opposition très claire pour signifier ce constat. L'Europe s'est élargie, elle ne s'est pas approfondie. Après tous ces élargissements successifs et bienvenus, le temps de l'approfondissement est devenu urgent. En suivant Geremek et quelques autres penseurs pour découvrir les tâches de l'approfondissement, nous ferons état de quelques mises en oeuvres de celles-ci qui ont déjà pu, incidemment s'amorcer.

Nous verrons en particulier que les travaux des Offices des jeunes et ceux des Programmes européens, comme *Erasmus*, se sont avancés dans cet approfondissement sans que cela soit encore bien reconnu et compris. Cet approfondissement s'est effectué de façon concrète, émotionnelle et pragmatique, au cours de nombreuses rencontres poursuivies. Et, aussi, de façon théorique et imaginative par la production de nouveaux logiciels d'intercompréhension des sociétés, des histoires, des cultures. Sans pouvoir le développer ici, il fallait au moins le signaler dans l'esprit où le faisait déjà, il y a dix ans, le président polonais Kwasniewski.

*

Dans la première partie « *Une Europe faite et en crise* » nous rencontrerons successivement le choc de l'Universel et du National [cf. 1], celui d'une Europe multiculturelle que voudrait réduire une Europe transculturelle et transnationale [cf. 2-3]. Cette dernière croit pouvoir encore se constituer telle, grâce à l'économie néolibérale pratiquant la concurrence pure et non faussée sous l'oeil vigilant de Bruxelles [cf. 4]. Mais alors pourquoi l'Europe subit-elle cette crise, pour les uns conjoncturelle, pour les autres structurelle [cf. 5].

*

Selon Geremek, on aurait tort de séparer crise économique et crise de légitimité. A terme, l'Europe pourrait s'effondrer. Les Européens ne peuvent pas se contenter d'une

simple dénomination commune. Ils doivent prendre le temps nécessaire pour se faire ensemble en inventant une véritable unité de leur diversité multiple et profonde. Mais comment ? C'est ce dont traite la seconde partie « *Faire les Européens entre eux et dans le monde* ». Inventer l'unité de la diversité européenne est une tâche titanesque. Il ne suffit pas de souhaiter et de vouloir l'approfondissement pour l'obtenir.

En premier lieu, il faut restaurer un désir individuel et collectif de démocratie. Toutefois, la formation d'une *agora* européenne est bien plus difficile que ne l'a été celle de chaque agora nationale (cf. 6).

Pour y parvenir, les Européens doivent s'en donner les moyens et ceux-ci sont au moins de trois sortes : émotionnels, imaginatifs et rationnels. Geremek est en plein accord avec Paul Ricoeur pour poser la recherche historique en même temps que la pratique et l'analyse des langues et des cultures comme lieux et moments éthiques et politiques fondateurs. Ce sont les conditions *sine qua non* pour le double traitement nécessaire des différences par les traductions et des désaccords liés à l'histoire par un deuil reconstruteur (cf. 7).

Ces pratiques et ces analyses ne peuvent être le seul travail d'une élite. Elles doivent être partagées aussi largement que possible. Ce n'est pas une utopie. Cela constitue même le travail éducatif exceptionnel mis en oeuvre par les Offices des Jeunesses, franco-allemand et germano-polonais. En effet, ils offrent des cadres multiples pour des rencontres qui ont réuni presque dix millions de jeunes sur un demi-siècle. Ce travail traverse aussi les formations scolaires et universitaires.

Ce déploiement important de rencontres, certaines étant reprises et approfondies, a entraîné un effet qualitatif de première importance. Il s'est traduit par l'invention d'un logiciel d'intercompréhension systémique des sociétés, des histoires, des cultures. Sa caractéristique singulière exceptionnelle tient au fait qu'il parvient à relier oppositions, destructions, inventions comme ensemble d'aléas d'une aventure adaptative humaine fort complexe, ainsi que la voit Geremek (cf. 8).

Ce logiciel d'intelligibilité réciproque doit être aussi mis en oeuvre sur l'histoire présente et future de l'Europe que Geremek pense obligatoirement sociale (cf. 9).

Cela suppose qu'en même temps l'Europe soit en mesure de mieux se situer « *entre ses nations et le Monde* ». On pourrait peut être alors réduire la crainte exprimée par Daniel Cohen (2009) de voir le monde, au XXI^e siècle, imiter l'Europe de la première moitié du XX^e (cf. 10).

1ère partie : Une Europe « faite » et en crise

1/ L'Europe, l'Universel et le national

Geremek, ne l'oublions pas, s'exprime à trois titres au moins, comme historien et comme acteur politique de l'histoire, d'abord militant de *Solidarnosc*, ensuite ministre des affaires étrangères de Pologne, de 1997 à 2000, en même temps que son

homologue français Hubert Védrine. Nous le verrons, d'ailleurs, leurs opinions sur la nécessité de l'approfondissement, se rejoignent.

L'historien universitaire exigeant qu'est Geremek ne sépare pas l'histoire et l'actualité. « *Nous devons considérer l'histoire comme un vaste champ à arpenter dans tous les sens de la durée et de l'espace et avec tous les regards de la science* ».

Arpentons, avec lui, ce champ de l'histoire dans cet esprit de complexité qui dépasse le fait de « *se demander – par exemple – si l'image donnée par Braudel de la Méditerranée est vraie ou fausse* ». Ainsi, en Europe, sur le long terme, la prétention à l'Universel s'est géographiquement et historiquement manifestée sous des formes singulières successives : République romaine, Démocratie athénienne, Chrétienté, Démocratie parlementaire britannique, Révolution française et « Droits de l'Homme ».

Chaque « universel » est contestable, du fait de ses limites géographiques et historiques. Cependant, en s'associant au cours du temps, tous ces universels singuliers ont fini par constituer un universel européen a même de penser sa propre critique qui n'a cessé d'être reprise. Ainsi, en 1935, « *l'année où paraît l'ouvrage de Paul Hazard « Les crises de la conscience européenne* », on a aussi la célèbre conférence donnée par Husserl, Vienne et à Prague, trois ans avant sa mort. Ces analyses critiques se prolongent dix ans plus tard, aux rencontres internationales de Genève, au cours desquelles Jaspers, Bernanos, Benda, Denis de Rougemont, évoquent « *l'Europe en ruine dévastée matériellement et moralement portant le poids immense de l'Holocauste et du Goulag* ».

Geremek place cette réflexion en rapport avec la grande mutation de l'Europe des empires aux nations : « *Le millénaire qui a fait l'Europe embrasse aussi bien la période multiséculaire quand la papauté et l'Empire structuraient une communauté politique fondée sur l'unité de la civilisation que le temps de l'éclatement en États et en États-nations au cours de l'histoire moderne* ». Cette évolution ne repose pas sur la simple succession de deux formes de sociétés bien séparées. Au contraire, cette séparation s'est faite dans une interculturelation entre la forme ancienne qui s'affaiblissait et la forme nouvelle qui se renforçait. C'est pourquoi Geremek écrit : « *Le trait particulier de l'expérience européenne c'est que le principe national coexiste avec l'ambition universelle* ».

Dans cette analyse, il rejoint Marcel Gauchet (2004) qu'il l'approuve d'affirmer que c'est là « *le génie propre de l'histoire européenne* ». Et aussi, d'en tirer la conclusion que « *l'unification européenne se fait à partir des nations et ne se fait point par la destruction des nations... Le jour où il n'y aura plus de nations pour vouloir l'Europe, il n'y aura plus d'Europe... le fait national européen ne doit donc ni être réduit au nationalisme ni être considéré comme contradictoire à la tendance à l'unification* ».

Ces analyses éclairent les limites du premier projet européen « *faire l'Europe* ». Ce projet « *lié à la méthode Monnet, cherchait à faire converger les différents intérêts nationaux vers la communauté d'intérêts* ». Il est manifeste qu'il lui manque un second souffle pour engendrer le second projet européen, indispensable aujourd'hui. Après

s'être appuyé sur Gauchet, Geremek se réfère à Jacques Delors pour lequel « *l'Union européenne est une fédération d'États-nations* ». C'est le constat de la réalité : « *la communauté s'est faite avec les nations* ». Une autre formule de Gauchet va dans ce sens : « *Si quelque chose comme une refondation du projet européen est imaginable, c'est d'une juste appréciation des contraintes et des potentialités de cette dialectique des nations et des civilisations qu'elle doit partir* ».

Le tort des élites européennes a été jusqu'ici de croire, en le disant ou en le taisant, qu'il fallait réduire les identités nationales pour construire l'Europe, tout en sachant qu'au fond ce n'était pas réaliste. Malheureusement, elles savaient aussi qu'elles n'avaient ni la patience, ni le savoir, ni surtout la volonté nécessaire, pour inventer le logiciel hypercomplexe, seul capable de construire l'unité véritable de sa diversité réelle. Les élites ont cru, un peu trop facilement, que cette construction se ferait toute seule grâce à l'économie, au hasard et au temps.

Pas d'Europe approfondie, et donc pas d'Européens véritables sans cette dynamique des civilisations d'hier et des Nations qui les ont reprises mais aussi contredites. Telle est la perspective antagoniste nécessaire à la constitution et à la mise en oeuvre de ce nouveau projet européen. Il demande une implication supérieure et mieux articulée des gouvernants et des peuples, avec des problèmes mieux reconnus et plus de courage, d'éthique et d'intelligence pour les traiter.

2/ Une Europe plurinationale et multiculturelle bien réelle

Le premier obstacle est, en effet, l'extrême diversité des peuples, des nations, des cultures en Europe. Avec une trentaine de sociétés nationales, certaines millénaires, l'Europe est et reste profondément plurinationale et multiculturelle. Malheureusement, au lieu de se ressourcer dans son passé, glorieux ou tragique, l'Europe fait comme si le mieux était d'oublier ce qui a hier divisé.

Même si certaines tragédies sont derrière nous, leurs causes, ou d'autres analogues, sont encore présentes. Les difficultés n'ont pas cessé tout au long des étapes de la construction européenne. L'Europe accroît d'elle-même ses problèmes à chaque fois qu'elle s'élargit. Elle clarifie bien peu ses positions entre volonté de puissance et générosité.

Geremek rappelle quelques uns de ces problèmes successifs : « *les six pays fondateurs restaient dans le cadre du limes carolingien de l'Occident européen, l'entrée de la Grande-Bretagne fit tomber non seulement le veto français, mais aussi la conviction, présente des deux côtés de la Manche, de la singularité insulaire de cet ancien empire par rapport au continent ; l'entrée de l'Espagne et du Portugal s'accompagna d'inquiétudes sur les particularités de la péninsule Ibérique, l'adhésion de la Grèce suscita des doutes sur la place d'un pays orthodoxe dans une communauté de pays catholiques et protestants, enfin l'entrée de pays traditionnellement neutres comme la Suède contredisait la perspective d'une défense commune* ».

Dans l'Audition, Geremek présente les aspects plus récents de cette plurinationalité et de cette multiculturalité européenne, tout en se réjouissant du courage que représente l'accueil d'autres nations et d'autres peuples culturellement si différents : « *Vous avez pris la décision courageuse d'accepter en même temps dans l'Union européenne huit pays post-communistes, dont l'histoire est différente des pays de l'Ouest, non pas depuis Yalta, mais depuis le début de l'époque moderne : régime rural contre urbanisation; « deuxième servage » contre capitalisme; à l'Est, peu de liberté et à l'Ouest, représentation parlementaire et attachement à la liberté. Voilà ce que vous avez pris à votre charge. Mais cela en vaut la peine car il en ressortira une communauté.* »

Ce ne sont donc pas les seules données religieuses qui forment cette trame de cultures différentes. Même si elles ont encore défrayé la chronique ces décennies récentes, en Irlande, autour des catholiques et des protestants ; et dans les Balkans autour de l'islam. Des différences politiques existent aussi. Certaines sont anciennes comme celles que nous venons d'évoquer entre les deux Europe de l'Ouest et de l'Est. D'autres, plus récentes, se manifestent par des volontés d'autonomie ou de sécession de certaines régions. Ainsi, le vivre ensemble d'hier est menacé en Espagne, en Italie. Il a volé en éclats en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie.

Hier, d'ailleurs, certains pays européens ont même été jusqu'à en faire disparaître d'autres. Comment pareille violence pourrait-elle être oubliée, même après des siècles ? Geremek le rappelle : « *la Pologne, une des plus grandes monarchies européennes de l'époque moderne, tomba à la fin du XVIII^e siècle, victime du partage entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.* ». C'est ainsi que, pour les Polonais sans Pologne, pendant cent vingt-trois ans, « *l'histoire devint un refuge, et le moyen de s'interroger sur les raisons de l'échec de la monarchie polonaise.* »

L'ignorance de l'histoire conflictuelle réelle, passée ou présente, empêche de comprendre certaines relations difficiles d'aujourd'hui. Ainsi, en France, on vivait mal une certaine allégeance allemande aux Etats Unis. Mais l'Allemagne était aux premières loges en cas de conflit avec l'URSS.

Naguère, on s'est irrité de voir la Pologne officielle prendre la tête d'un atlantisme guerrier en approuvant la guerre en Irak alors que les Polonais eux-mêmes était plutôt à l'unisson des peuples qui s'y opposaient, parfois par millions, dans les grandes capitales. Mais pour le gouvernement polonais, la Russie est toujours trop proche et l'Angleterre et la France, hier, n'ont pas fait le poids contre elle, ni contre l'Allemagne.

Certes, une Europe plurinationale ne signifie pas nécessairement des nations hostiles, mais les générations éprouvées n'oublient pas facilement et transmettent encore bien des ressentiments à leur descendance. Sans compter qu'ensuite ce n'est souvent que l'indifférence qui s'installe avec toute la méconnaissance qu'elle suppose.

Participant à la célébration solennelle de l'Unité allemande, le trois octobre 2001, le Président Kwasniewski, au sommet de l'Etat polonais, déplore une certaine impuissance:

« *Alors que le climat politique est tout à fait favorable à une coopération, il semble que le Polonais moyen est un être étranger à l'Allemand moyen...* »

3/ Un transnational institué pas à pas : l'unification en douceur ?

Face à ce morcellement politique et culturel, l'Union européenne s'est quand même faite d'une certaine façon. Geremek en est heureux : « *Un demi-siècle après la signature du traité instituant la Communauté économique européenne, on peut constater que l'union est devenue tellement étroite que l'intérêt européen peut être placé au-dessus des intérêts nationaux* ».

Il éprouve alors le besoin de découvrir comment cela s'est fait, sans doute aussi pour mieux comprendre la crise actuelle. Il pense qu'il y a eu à l'oeuvre comme une méthode Monnet (1976: 506) : « *Le réalisme de Jean Monnet lui a fait dire qu'il fallait fédérer les intérêts nationaux et exercer en commun la souveraineté déléguée par les États membres* ».

Les Européens étaient supposés découvrir *a posteriori* des pertes de références et de préférences nationales, quand des avantages nouveaux seraient apparus comme d'appréciables compensations. Pour un projet d'unification indolore, c'était en quelque sorte une politique des petits pas. Du moins en apparence car certains étaient assez grands.

Geremek réprecise tout cela : « *Les réformes proposées par le Traité devaient mener vers la dimension politique, sans que celle-ci soit ouvertement déclarée comme le but de l'entreprise. On a cherché à appliquer la méthode pragmatique et graduelle de l'intégration européenne, qui consiste dans la mise en marche des mécanismes d'interdépendance : c'était l'union douanière qui devait mener vers l'unification du marché intérieur, c'était l'euro qui devait aboutir à la gouvernance économique, c'était l'espace Schengen qui promettait l'abolition des frontières internes de l'Europe. Les changements fondamentaux étaient ainsi annoncés de la façon la plus modeste possible* ».

4/ L'économie comme « transnational et transculturel invisibles »

En fait la racine ancienne de cette croyance en la possibilité d'une évolution positive en douceur se trouve dans la croyance au mythe de l'économie libérale dans lequel elle s' imagine elle-même en main invisible, comme Dieu, résolvant tout problèmes sans avoir à se montrer.

En principe, on savait déjà, depuis 1929 au moins, qu'il n'en était rien. La cascade des crises financières qui se sont multipliées, depuis la dernière décennie du vingtième siècle jusqu'à la première du vingt et unième, suffit largement à le confirmer.

Devant ces constats répétés, de plus en plus de chercheurs, historiens, sociologues et économistes – prix Nobel compris – soulignent qu'il ne pourra pas y avoir d'Europe et d'Européens durables sur la seule base de l'économie actuelle mondialisée.

Déjà, l'historien français, Pierre Beckouche (2001), récusait l'économique et le marché comme bases d'une citoyenneté européenne. Pour lui, en effet, il ne pouvait s'agir « *que d'une citoyenneté diminuée* », réduite aux « *simples garanties politiques du fonctionnement économique* ».

Pareillement, pour l'essayiste anglais, Swift (2001), une convergence d'intérêts économiques peut représenter « *un premier pas vers une conception mature d'une citoyenneté commune dépassant les frontières nationales* » mais « *elle n'en fournit qu'une base extrêmement fragile* ». Il cite un éminent universitaire anglais disant récemment : « *Il n'y a plus de citoyens, il n'y a que des clients* ».

Le philosophe français, Paul Thibaud, auditionné, comme Geremek, le 28 janvier 2008, va dans le même sens : « *Tout est fait dans l'Union pour que l'individu (consommateur, entrepreneur, plaignant) l'emporte sur le citoyen.* »

Enfin, Marcel Gauchet (2005) écrit sévèrement : « *En dehors du fonctionnement d'un marché de plus en plus étendu et de la prospérité supposée en découler, quelles sont les finalités collectives qui s'incarnent dans l'Europe ? Poser la question, c'est y répondre. Elle débouche sur le silence et le vide* ».

De son côté, Pierre Beckouche conclut que les peuples européens sont tirillés « *entre l'adhésion à un libéralisme qui n'apparaît aux populations des États nationaux que par ses effets économiques et sociaux négatifs et la tentation du repli sur les identités du sol et du sang* ». Cette conception actuelle de l'Europe ne donne le choix qu'entre « *totalisme de la pensée unique libérale qui se présente comme Loi de l'Histoire et retour aux identités locales, sorte de populisme, parfois glorifié sous l'appellation d'Europe des régions* ».

5/ Une crise européenne conjoncturelle et structurelle

Tout un ensemble de conditions nouvelles allait faire apparaître la situation critique de l'Europe comme la crise cachée qu'elle était. En premier lieu, Geremek le souligne : « *Avec la disparition de l'Union soviétique, la peur du communisme ne peut plus jouer le rôle du ciment nécessaire* ». L'une des dimensions fondatrices de l'Europe était, en effet, constituée par un double « universel » de Paix. Du côté de l'histoire passée, il fallait définitivement tourner le dos aux divisions européennes qui avaient entraîné les violences extrêmes des Deux Guerres mondiales. Du côté de l'histoire en cours, il fallait maintenir un *statu quo* garantissant la Paix pour le présent et pour l'avenir. L'Europe se voulait non agressive pour désarmer toute possible agressivité soviétique. Le politologue américain Robert Kagan (2003) a pu estimer que l'Europe ne se permettait ce luxe pacifiste qu'à l'abri du parapluie américain.

L'effondrement sans violence de l'Union soviétique apparaît d'abord comme un triomphe de la première mondialisation économique, celle qui a opposé, de la façon la plus concurrentielle qui soit, les États-Unis, le Japon et l'Europe. Cette victoire sans morts donne l'impression d'une réelle suprématie de l'économie sur le politique. Mais

c'est alors qu'une autre mondialisation, celle de l'économie financière change la donne. Elle se caractérise par la libéralisation et la dérégulation des entreprises, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pour leur permettre une projection sur la planète entière. Cette mondialisation, à dominante financière, bénéficie des nouvelles technologies de l'information et de la communication, permettant ces projections planétaires. En contraste avec l'euphorie qui ne manque pas de résulter de ces mutations structurelles, la situation réelle des populations européennes ne s'améliore guère, voire se détériore. Et, cela de plusieurs points de vue aussi bien politiques qu'économiques.

Le double « universel » de paix s'affaiblit. Le temps qui passe fait oublier les Deux Guerres mondiales, et la Russie n'est plus à craindre. Geremek souligne le paradoxe : l'Europe ne sut pas, alors, éviter « *la guerre en son sein, ni même un début de génocide... Enfin, elle n'a pas été en mesure de traiter le problème sans faire appel à la puissance militaire américaine* ». La guerre réapparaît comme nécessaire. Elle se réinstalle aussi à l'horizon de l'Europe avec les sollicitations de participations guerrières aux fronts militaires des Etats-Unis.

Comme en même temps, l'économie se détériore encore, les élites européennes ne cessent d'être critiquées. Geremek s'en inquiète : « *La crise a révélé un fossé entre les élites et le grand public dans la façon de traiter les affaires européennes. L'intégration européenne est perçue comme un projet d'élites dans lequel « l'homme de la rue » ne retrouve pas ses soucis et ses inquiétudes quotidiennes : la peur du chômage, le sentiment d'insécurité, les difficultés d'accès aux services de santé et à l'éducation* ». Plusieurs analystes font le même constat.

Pour Paul Thibaud (2005), l'Europe s'est construite comme « *une société au-dessus des États, sans direction, sans identité, oublieuse de son passé.* » Jean Pierre Le Goff (2005), évoque « *un mouvement indéfini, sans but ni sens, devenant à lui-même sa propre fin.* » Il poursuit : « *fuite en avant, langue caoutchouc, pouvoir informe...tendent à réduire la démocratie à une coquille vide... sur fond de crise des projets et des grandes idéologies politiques.* »

Certains peuvent ne voir là que réflexions de penseurs à distance du terrain. Or, une étude de Courcelle (2005) montre que des remarques semblables ont été faites, lors du douzième Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, instance du Conseil de l'Europe. Or, elles ont été censurées sur *Internet*, pour ingérence dans les affaires de l'Union. Giovanni Di Stasi qui présidait ce Congrès, a publié, avec le soutien général, une déclaration regrettant que « *la construction européenne se soit faite, depuis de nombreuses années, avec un vrai déficit de dimension humaine et de dimension sociale... en négligeant le rôle éminent que les élus locaux et régionaux peuvent jouer dans la revitalisation démocratique, du fait de leur proximité avec les citoyens* ». Dans le même esprit, René Van der Linden, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, appelle, lui aussi, « *à réduire le fossé entre citoyens et dirigeants* ».

C'est pour toutes ces raisons que Geremek pense que les rejets néerlandais et français sont plus que des accidents. Il ne veut pas y voir non plus un désaveu de l'Europe :

« *La crise actuelle n'exprime aucunement une volonté des sociétés européennes d'abandonner le projet européen mais plutôt de l'enrichir et de le rendre ainsi plus proche des défis contemporains. Il ne s'agit donc pas de changer seulement le texte mais de changer son contexte* ».

Il partage les positions de Larry Siedentop (2005). Celui-ci dénonce une « *crise de la légitimité* » qui résulte d'une situation « *survenant quand il n'y a pas de cadre d'élaboration des décisions publiques, largement compris et accepté* ». Pour Geremek : « *Les mesures à entreprendre dans la situation actuelle doivent répondre à ce défi : chercher à dépasser les effets psychologiques de l'échec, mais aussi faire face à la crise de légitimité dans l'Union Européenne* ».

2^e partie : « Faire les européens » entre eux et dans le monde

6/ La question démocratique : une Europe sans agora ?

En rappelant que, selon le mot de Delors, l'Europe est un « *objet politique non identifié* », Geremek précise cette non identité européenne : « *l'Union européenne est un corps politique d'un genre particulier, qui ne peut être réduit à aucun modèle institutionnel existant déjà : ni l'État fédéral allemand ni le système fédéral des États-Unis ne peuvent être considérés comme similaires, ni a fortiori comme des prototypes de la construction européenne. L'Europe ne cherche pas à devenir un État avec un territoire défini par des frontières. L'incertitude concernant les frontières est inscrite dans les particularités de l'Union* ».

Geremek conduit son analyse avec précaution sur cette Europe singulière : « *La thèse sur le « déficit démocratique » peut être considérée comme discutable, mais il reste vrai que la démocratie moderne s'est formée dans le cadre de l'État-nation ; à l'échelle supranationale, seuls quelques aspects de l'État-nation peuvent prétendre fonctionner, en vertu de la mimesis* ». Seconde difficulté : « *la démocratie moderne est complexe, liée à la culture politique supposant une citoyenneté active* ».

Jeremy Rifkin (2005) donne une description précise de cette citoyenneté active : « *Nous sommes tellement habitués à rattacher la citoyenneté à un territoire et à une nation que nous avons peine à imaginer dépendre, en même temps, d'un organisme gouvernemental trans-territorial...supposé garantir que les forces du marché débridé n'acquiescent pas une emprise démesurée* ». De plus, cette citoyenneté active suppose que « *la politique devient une affaire qui se mène vingt quatre heures sur vingt quatre et sept jours sur sept, exactement comme le commerce...La politique, dans le nouveau sens européen du terme, finit par représenter toutes les activités délibérées dans lesquelles s'investissent des gens et des organisations par le biais de réseaux formels ou informels, pour réaliser leurs intérêts et atteindre leurs objectifs. La démocratie participative migre jusqu'aux confins de l'espace et enveloppe la durée...Dans la société, tout se politise et quiconque se tient à l'écart des réseaux publics risque de rester à la traîne du processus politique* ».

Geremek estime que « *l'Union européenne s'adapte peu à peu à ces conditions* ». Toutefois, cette démocratie participative, jusqu'ici plutôt élitiste doit, pour lui, s'ajouter à la démocratie délibérative non la remplacer. N'a-t-on pas de quoi s'inquiéter quand, interrogé à Ludwigsburg, sur les étudiants du Collège européen de Bruges, Robert Picht répond : « *Que croyez-vous, nous formons des lobbystes !* »

Dans cette inquiétude, Geremek, rejoint les positions d'Erikson et de Fossum (2000) : « *La délibération occupe une place importante dans la tradition européenne... S'il est difficile de parler de l'agora européenne, c'est aussi à cause du manque d'articulation dans le jeu européen entre des intérêts divergents, en l'absence de partis politiques européens qui auraient comme tâche de les articuler.* » Il précise : « *puisque la politique est un art de gérer les conflits et non de les faire disparaître, la formation d'une agora européenne signifierait l'articulation des enjeux conflictuels autour des intérêts de la communauté européenne, et non dans la confrontation des intérêts nationaux* ». On en est loin. Ce forum européen, cette *agora* européenne, n'existent pas. Il n'y a pas de communication européenne capable « *d'obtenir un engagement réel des citoyens dans ce qui se passe à Bruxelles et à Strasbourg.* »

Cette absence d'horizon qu'il faudrait réellement atteindre par ses propres actions crée une anxiété permanente dans les populations. Elle les fait se détourner, se désintéresser de la cause publique, y compris les élections. Elle nourrit racismes et xénophobies : « *Dans ces situations de crise de légitimité, on observe des réactions d'agression dirigées contre les « autres », des attitudes ethnocentriques de renfermement sur l'intérêt du groupe, un refus de la prise de conscience de la réalité.* Mais, Geremek le souligne, on a heureusement aussi : « *l'attitude contraire, cherchant à faire face à la réalité et à retrouver la légitimité par la valorisation des citoyens sur l'agora* ». Cette seconde attitude est encore la plus fréquente. C'est à partir d'elle que Geremek peut affirmer : « *La crise constitutionnelle n'exprime point le rejet de la dimension politique de l'Union, mais plutôt les faiblesses de sa politisation ainsi que celles de son discours politique.* »

Pierre Beckouche fait un diagnostic semblable ; il estime que nous sommes menacés par « *un totalisme européen* » qui sacrifie « *la compétence législative des espaces publics à une sorte de loi géohistorique que représenterait l'Europe comme totalité en soi, derrière laquelle il n'y a, en fait, que le projet néolibéral économique... Il faut être résolument clair...il n'y a pas, pour l'instant, d'espace européen de discussion républicaine* ».

Geremek trouve heureusement quelques raisons de ne pas désespérer : « *L'espace public européen, postulé par Jürgen Habermas [2001], s'est révélé, en de rares moments d'éveil, liés à des événements exceptionnels quand l'Europe réagissait ensemble* ». Il en recense plusieurs : « *la réaction à l'égard de l'introduction de la loi martiale contre Solidarnosc en Pologne en 1981, ou bien à l'égard de l'annus mirabilis 1989, quand les peuples de « l'autre Europe » se libèrent du joug soviétique et quand le mur de Berlin s'effondra* » ; ou bien, encore, à l'égard du 11 septembre 2001 ». Par contre, même si l'opposition à la Guerre en Irak a parfois réuni, dans certaines capitales européennes, des millions de citoyens, Geremek estime que « *l'Europe restait partagée à ce sujet* ».

Ces quelques « *situations exceptionnelles* », néanmoins bien réelles, constituent des raisons de croire en la formation possible à l'avenir d'une véritable *agora* européenne. Elle déborderait le niveau des seules élites instituées, et traiterait des problèmes fondamentaux de l'Europe et de ses nations dans le monde.

Pour aider à la formation de cette *agora* européenne, Geremek suggère même « *un référendum européen consultatif organisé simultanément dans toute l'Union européenne – dont l'objet ne serait pas la décision sur la ratification du nouveau traité, mais trois ou quatre questions concernant son contenu réel : la politique étrangère, la défense européenne, les politiques de solidarité* ».

Pour défendre ce recours impérieux à plus de démocratie et « *sans pousser trop loin la comparaison entre l'État-nation et l'Europe politique* », Geremek invoque Renan (1882) : « *la dimension politique de l'UE impose le « plébiscite de tous les jours ». On doit « susciter un attachement, rationnel et émotionnel à la fois, pour que le citoyen voit, dans les institutions et les politiques de l'Union, le cadre qui lui garantit la préservation de son identité et la réalisation de ses aspirations... Cette nouvelle orientation pose néanmoins avec force la question de l'identité européenne ainsi que celle de la volonté de vivre ensemble. Le projet de l'Europe politique n'est pas une simple continuation. L'Europe qui se veut « unie dans la diversité » doit affronter des déchirements entre le national et l'europeen* ».

Raison de plus pour demander aux citoyens leur avis sur les modalités de l'avenir européen. C'est ainsi seulement qu'on pourra en « *faire des citoyens de l'Europe* ».

7/ L'approfondissement : différence et traduction, histoire et deuil, avec Ricoeur

Encore faudrait-il, pour Geremek, que les Européens membres d'une telle *agora* puissent trouver, autour d'eux et en eux-mêmes, des dispositifs régulateurs de leurs affects et une intelligibilité nouvelle des problèmes. Il énonce trois grandes perspectives : « *envisager un travail sur le rapprochement des cultures, un travail sur la mémoire européenne, un travail sur le contenu et sur le programme de l'éducation européenne* ».

Paul Thibaud notait pareillement : « *Si l'Europe est une appartenance, c'est une appartenance au second degré, raisonnée, qui n'a pas de sens si on ne l'élabore pas : par une lecture historique, par la définition d'une position dans le monde et par un projet d'améliorer celui-ci* ».

Tout cela requiert que les cultures et les langues ne soient pas seulement référées aux communications utilitaires et aux divertissements. Geremek invoque poètes et penseurs engagés, d'Ezra Pound à Jan Patočka, pour nous rappeler que les cultures et les langues ont bien d'autres fonctions dont nous ne pouvons nous priver : poétique, philosophique, éthique, politique même. C'est ainsi qu'elles travaillent à la construction des identités individuelles et collectives sans lesquelles la construction du citoyen lui-même est impossible. On a parfois reproché aux cultures et aux langues cultures

certaines dérives politico-religieuses et les préjugés voire les fatanimes qui pouvaient en résulter. Mais les ramener à des fonctions d'instrumentalisation économiques et techniques n'a malheureusement pas empêché ces dérives. On voit se produire une profonde et vaste crise des repères. Ils se perdent ou se pervertissent en glorification de la pure force physique et sociale au total mépris de l'éthique et du politique. Les réalités des mitraillages sauvages indifférents à l'humain sont constamment relayées dans les fictions des *médias* télévisuels ou filmiques. Ces dérives actuelles font que beaucoup revalorisent les rigueurs fermées de certaines croyances religieuses.

Les cultures et les langues cultures sont pourtant un trésor étendu et profond et largement ouvert pour autant qu'on sache le découvrir et que l'on puisse y circuler. Elles constituent des bases indispensables et Geremek ne voit pas d'approfondissement possible s'il n'y a pas mise en oeuvre de tout un travail sur les valeurs, sur la mémoire et sur une nouvelle intelligence de l'histoire d'hier et d'aujourd'hui.

Ainsi, lors de l'Audition, répondant à Madame Coutelle, il précise : *« j'attache en effet une grande importance à la réunification des mémoires, qui permettra de rendre compte de cette rencontre entre l'Est et l'Ouest. Comme le disait Paul Ricoeur, si nous voulons une Europe consciente, nous devons faire un travail de mémoire ».*

Paul Ricoeur (2004) justement quand l'Unesco lui demande *« Où vont les valeurs ? »*, transforme la question en celle-ci : *« Par où vont les valeurs ? »* Il s'agit, dès lors, de trouver *« un chemin et non pas un lieu »*. Ce chemin, il le situe entre deux pôles interactifs. *« D'un côté, le fait de la pluralité : il y a des cultures, des langues, des nations, des religions [...] d'autre part, nous avons un horizon qui est l'humanité, mot au singulier alors que les cultures sont au pluriel ».*

Il voit moins les nations séparées et leurs frontières qu'il ne perçoit : *« l'entrecroisement de rayonnements à partir de centres, de foyers, qui ne sont pas définis par la souveraineté de l'État-nation mais par leur créativité et par leur capacité d'influencer et de générer, dans les autres foyers, des réponses. C'est par ce phénomène d'entrecroisement, d'effets d'illumination formant des réseaux aux mailles serrées que je définirai la notion d'interculturel par opposition à la notion de frontière ».* Il définit deux foyers fondamentaux. D'une part, fidèle à son souci d'interculturalité, il pose le foyer de la différence et de la traduction. D'autre part, soucieux de la continuité et des transitions requises, il reconnaît comme second foyer l'histoire et le travail du deuil qu'elle implique.

Il y a, pour Ricoeur, une impérieuse nécessité de développer la traduction en étendue et en profondeur : *« Je parlerai du miracle de la traduction et de la valeur emblématique des traductions. Je dirai que la traduction constitue la réplique au phénomène irrécusable de la pluralité humaine, avec ses aspects de dispersion et de confusion résumés par le mythe de Babel... la traduction constitue un paradigme pour tous les échanges, non seulement de langue à langue, mais aussi de culture à culture ».*

Pour Ricoeur, la traduction est reliance de la langue source et de la langue cible. Il la nomme « *phénomène d'équivalence sans identité* ». Il ajoute : « *Cette figure de l'humanité s'engendre... dans la chair même de la pluralité. [...] C'est dans cette ressemblance créée par le travail de la traduction que se concilient projet universel et multitude d'héritages* ». La traduction apparaît comme une tâche en partie réalisable concrètement et en même temps toujours inachevée, inachevable. En ce sens, elle ne cesse de déjouer l'idéalisation que l'on pourrait en faire : « *La traduction ouvre sur des universels concrets et non pas du tout sur un universel abstrait, coupé de l'histoire* ».

De fait, la traduction tend constamment la main à l'histoire. Dès lors, Ricoeur peut retrouver les données géopolitiques qui nous égareraient et nous égarent toujours, dans des identités faussement immuables. Pour lui, le travail de l'interculturel consiste « *à faire le deuil du fondamental et de l'absolu de la fondation historique de chaque société* ».

Reste le tragique des heurts identitaires qui déchirent l'histoire. Pour être vraiment proche de ce réel irréductible, et en même temps, le traiter dans un partage d'abord impensable, Ricoeur nous propose « *l'idée d'identité narrative : les collectivités vivantes ont une histoire qui peut être racontée, et je ferai du récit l'un des chemins de ce que je viens d'appeler le rayonnement croisé des cultures* » qui doit traverser les frontières du géopolitique : « *Il n'est pas de pays qui n'ait eu à souffrir d'une perte de territoire, de population, d'influence, de respectabilité, de crédibilité à une époque ou à une autre. Le cruel vingtième siècle européen impose cette prise en compte.* »

Identité narrative et traduction, liées entre elles, conditionnent la possibilité de l'invention interculturelle renouvelée. Ricoeur écrit : « *Nous laisser raconter par les autres dans leur propre culture, c'est faire le deuil du caractère absolu de notre propre tradition. [...] c'est accepter dans nos échanges culturels qu'il y ait [...] de l'irréconciliable dans nos différends, de l'irréparable dans les dommages subis et infligés. Quand on a admis cette part de deuil, on peut se confier [...] au feu croisé entre foyers de cultures dispersées, à la réinterprétation mutuelle de nos histoires et au travail – à jamais inachevé – de traduction d'une culture dans une autre* ».

8/ Nations, histoires et différences culturelles intelligibles ensemble

a/ le défi des histoires différentes

Au moment présent, la pluralité et la multiculturalité de ses nations font de l'Europe un ensemble hypercomplexe défiant l'action et la pensée humaines. Vouloir l'unification à bon compte est voué à l'échec. A preuve, tout ce qui a été fait – les institutions communes, les aides aux pays en retard économique, l'euro – n'a constitué qu'une première base bien insuffisante de cette unité. La confiance, hier totale, faite à l'économie en cours n'est pas tenable. Surtout, dès que celle-ci se croit toute puissante, et s'emballa pour ne s'arrêter qu'à peine au sein de la catastrophe advenue. Il nous faut accepter la réalité : l'unité européenne n'est possible qu'au prix d'un travail multiple et long.

Déjà, Hubert Védrine, naguère Ministre des Affaires étrangères de la France, homologue et ami de Geremek, le dit. Nous devons « *reformuler une vision de l'Europe acceptable par les peuples* ». Il la voit processuelle, modulable : « *initiatives de petits et moyens groupes, au besoin hors institution, ou politiques nationales plus intelligentes et coordonnées...* ».

Il faut, en effet, inventer, essayer, instituer, critiquer et poursuivre. Heureusement, nombre de personnes l'ont compris et tentent de le mettre en oeuvre à travers plusieurs chemins dont l'intelligence de l'histoire géopolitique, et l'échange interculturel étendu et approfondi.

En direction de l'histoire, dans un article judicieusement intitulé « *Europe la désunion mémorielle* », Georges Mink cite Maria Janion : « *En Europe nous entrerons avec nos morts* ». Il précise : « *Pour construire l'Europe, il faut apprendre à concilier les passés, à harmoniser les mémoires collectives. L'entreprise implique une réécriture des livres d'histoire, une modification des cartes qu'on affiche dans les classes. Bref le passé exogène doit être profondément remodelé, apuré, enrichi pour devenir partageable* ».

De même, pour Geremek, l'histoire, telle qu'elle est enseignée, « *est une histoire nationale par excellence, même si on ne le veut pas. Elle ne devrait pas être une leçon de nationalisme, mais il faut se rendre compte que l'histoire européenne existe à peine. Alors que l'Union européenne ne comptait encore que douze pays, on décida de faire une histoire commune de l'Europe : douze pays, douze chapitres. Seulement, on se heurta à un problème : les victoires des uns étaient les défaites des autres ! Cette histoire européenne reste un défi. C'est le défi de l'éducation historique ; un défi très important* ».

b/ le défi des cultures différentes et les formations collectives partagées

Naguère, déjà, le sociologue polonais Kopacki (1997) ne sous-estimait pas l'étendue et l'intensité du travail à faire pour que cette Europe élargie s'approfondisse. Il écrit : « *Etre tout à fait européen devrait vouloir dire : « déconstruire l'illusion européenne, l'idée que l'on serait à l'abri de la barbarie - la sienne et celle des autres - par décisions bureaucratiques* ». Il ajoute que ce serait aussi « *ne pas vouloir vivre soi même d'une falsification « thérapeutique » de l'histoire* ».

Il donne des indications sur les moyens d'un tel travail concernant son pays natal, la Pologne : « *pour comprendre toutes les sources des difficultés de communication polono- allemandes dans les deux sens, il faut se plonger dans l'histoire des cultures, analyser les divergences d'expérience intellectuelle des nations et suivre les lignes de force si différentes de leur vie spirituelle* ».

Quatre ans plus tard, le diagnostic et l'avertissement du sociologue sont relayés par le Président polonais Kwasniewski. Il juge indispensable un travail éducatif généralisé et d'envergure pour surmonter l'hostilité germano-polonaise : « *L'indifférence réciproque qui anime ces deux peuples est surprenante et triste. Si notre objectif consiste*

effectivement à conférer une qualité nouvelle à la nature du partenariat et de la symbiose germano-polonaise, alors il est temps de s'engager vers d'autres formes de coopération qui parlent à des millions d'individus ». Dans cet esprit, le Président souligne le travail de l'Office germano-polonais qui a déjà organisé la rencontre de près d'un million de jeunes des deux pays.

Ces observations concernent pareillement l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, institué deux décennies après la Deuxième Guerre mondiale par les Présidents Charles de Gaulle et Konrad Adenauer (Traité de l'Elysée). En 2013, on pourra fêter le cinquantième anniversaire de cette institution révolutionnaire exemplaire. Ce sera, alors, à peine moins de dix millions de jeunes français et allemands multiculturels qui se seront rencontrés, une ou plusieurs fois, dans le cadre d'échanges distractifs, sportifs, professionnels, médiatiques, techniques, artistiques, scientifiques, écologiques, etc.

Tout récemment, Marie-Nelly Carpentier (2010) s'est penchée sur les modalités de cette institution et de son travail. Peu après sa création, l'Office fait face à la révolte mondiale des jeunesses et s'ajoute un service de recherches. Au cours de celles-ci, on découvrit que le passé historique n'était pas le seul obstacle, les cultures nationales différaient et cela ne facilitait pas les échanges. Jeunes Allemands et Français devaient apprendre aussi à reconnaître leurs identités singulières et les difficultés qui pouvaient en résulter.

M.-N. Carpentier écrit : « *Les recherches ont pu se développer dans la mesure où les cultures ont été comprises comme des adaptations variables en fonction des libertés humaines et de leurs contextes géographiques et historiques singuliers. Deux écueils fondamentaux furent évités... le culturalisme naïf qui figeait les différences culturelles nationales et l'universalisme naïf qui ne voyait plus les cultures mais partout la seule humanité commune* ».

Des recherches expérimentales furent conduites sur des rencontres approfondies caractérisées par trois dimensions. D'abord, leur caractère volontaire, elles s'adressaient aux étudiants de diverses disciplines, aux jeunes chercheurs et managers. Ensuite, leur caractère résidentiel sur une courte ou longue semaine. Enfin, leur continuité périodique sur une longue durée, trois années en moyenne. Elles se prolongèrent sur trois décennies grâce à un vif intérêt des participants et au renouvellement des équipes de recherches, internationales et interdisciplinaires. De plus, plusieurs méthodes spécifiques furent utilisées. Ainsi, les photolangages dont les images venaient en soutien aux difficultés des participants en train d'apprendre la langue de l'autre. Ou encore, les cartes cognitives ou les cartes géographiques des pays européens sur lesquelles les participants des différentes nations projetaient leurs connaissances, leurs sentiments, leurs préjugés aussi. C'était là une pluralité de moyens d'expression existentiels, émotionnels et concrets qui sont à la fois d'ordre matériel, corporel, intellectuel (Carpentier, 1999).

Selon M.-N. Carpentier (2010) précise que ces rencontres expérimentales « *permirent de dépasser les conduites amicales et conviviales habituelles. Les chocs dus aux*

réalités multiculturelles se manifestèrent plus clairement, les désaccords surgirent engendrant même des hostilités conduisant à de véritables ruptures relationnelles. On était loin de l'interculturalité conviviale imaginée par l'institution et dans laquelle étaient supposés s'inscrire les participants ».

Autre dimension moins visible et pourtant décisive : « *Les participants disposaient de plusieurs mois entre deux rencontres et les chocs subis lors de la précédente s'amortissaient. De plus, ces chocs pouvaient aussi susciter un travail de réflexion, d'analyse de documentation s'appuyant sur les sciences humaines comme sur l'histoire des pays ».*

Nous avons à coeur de donner clairement en exemple ce travail trop peu connu qu'il conviendrait de soutenir. D'autant plus qu'il est parfaitement en résonance avec les perspectives de Geremek « sur le rapprochement des cultures... sur la mémoire européenne... sur le contenu et sur le programme de l'éducation européenne ».

c/ L'histoire systémique et l'intelligence des sociétés et des cultures

Ce travail de rencontres et de recherches d'une réelle ampleur quantitative en diversité, intensité et durée périodisée, va avoir, en fin de compte, un effet qualitatif de première importance. Il a permis l'invention d'un logiciel d'intercompréhensions systémique des sociétés, des histoires et des cultures, qui n'élimine pas oppositions, destructions, inventions mais découvre leurs articulations dynamiques selon les souhaits mêmes de Geremek.

Il devenait évident que les cultures ne s'imposaient pas comme des faits bruts. Elles étaient le produit de différentes histoires toujours (in)adaptatives et, en ce sens, toujours humaines. Cette adaptation existentielle mimétique des régulations biologiques naturelles montrait que les antagonismes culturels, d'abord vécus comme destructeurs, pouvaient être, désormais et à l'avenir, partagés et traités à leur source et redevenir plutôt constructeurs.

Ce logiciel d'intelligibilité réciproque peut, et doit, désormais contribuer à une autre compréhension plus englobante, plus articulée, plus prospective de l'histoire humaine. Les jeunes Allemands, Français et Polonais ont ainsi commencé à produire une éducation transfrontière sans égal en Europe et dans le monde. Les perspectives et les procédures de ce travail éducatif exceptionnel devraient pouvoir constituer des modélisations pour aborder autrement aussi les situations internationales problématiques qui n'ont pas cessé depuis de se produire.

On ne peut qu'être surpris du fait qu'il n'existe encore en Europe que deux Offices binationaux pour les jeunes : l'Office franco-allemand et l'Office germano-polonais. Ils devraient d'autant plus être imités dans leur effort qu'ils invitent régulièrement des jeunes d'autres pays européens.

Dans cette même perspective d'approfondissement interculturel, les programmes européens, du type *Erasmus*, ont également beaucoup fait. L'un de leur développement

s'est avéré particulièrement fructueux. Il s'agit des doubles cursus qui, dans différentes disciplines, permettent aux étudiant(e)s de faire une partie de leurs études dans un autre pays partenaire et d'en découvrir ainsi l'originalité. Dans tous les exemples que nous venons de donner, on voit que des institutions originales mobilisent des populations massives et que ce travail se poursuit au long des décennies.

Hubert Védrine (2001) va tout à fait dans ce sens : « *Aucun pays européen n'est à lui seul un modèle complet... Il y a des leçons de sécurité, de flexibilité et de dynamisme à prendre dans tous les pays. Personne ne s'opposera à cette Europe des projets. Il y a toujours des gens contre une constitution ou contre telle ou telle directive. Mais personne n'est contre des Erasmus ou des Galileo* ».

9/ Le défi comme valeur : tel, le rêve social européen

Geremek aborde la question des valeurs fondatrices de l'Europe : « *Les sceptiques déclarent que la loyauté à l'égard des normes européennes ne peut pas remplacer les liens ethniques, puisqu'elle ne comporte pas de dimension émotionnelle* ». Mais, pour lui, ce qui est commun aux Européens, ce n'est ni la même naissance ni la même gloire ; c'est un parcours qu'ils ont partagé, volens nolens, y compris dans leurs pires conflits. Geremek souhaite mettre en évidence ce que les Européens devraient reconnaître comme leur produit culturel fondamental obtenu à travers heurts et malheurs.

Par exemple, l'Europe nouvelle en tant qu'ensemble « *s'est fondée dans le désir des peuples de tourner le dos aux Deux Guerres mondiales qu'elle a connues avec leurs extrêmes violences, mais cette aspiration à une politique de la paix ne peut aboutir qu'en tant que projet commun* ». Ce projet se présente donc comme un défi et c'est bel et bien tout au long de son histoire le fait qu'elle doit relever tel ou tel défi qui constitue la valeur commune. Ces défis ont été nombreux. Citons seulement : l'unité romaine, les attaques venues de l'est puis du sud, les famines, l'unité chrétienne, les guerres de religion, les expéditions maritimes et le commerce lointain, la découverte du monde, la stabilisation des nations, les libertés des peuples, la connaissance scientifique, l'innovation technique, la déstabilisation coloniale, et l'échec final de l'unité européenne dans les Deux Guerres mondiales.

Les valeurs communes ne sont pas tant là pour se distinguer des autres que pour entreprendre autrement l'avenir humain. Geremek écrit : « *C'est autour de l'idée de la dignité de la personne humaine que se sont formées les différentes formes de l'humanisme européen, depuis le temps de la chrétienté médiévale jusqu'à l'époque moderne. L'attachement et la promotion de la liberté, des droits de l'homme, de la démocratie, de l'État de droit, du droit des minorités, de la solidarité, sont la conséquence de ce choix fondamental (Michalski 2006). Les listes des valeurs européennes peuvent être formées de différentes façons. Tzvetan Todorov, par exemple, y inscrit seulement la rationalité, la justice, la démocratie et la liberté (Todorov, 2003). Mais ce qui me semble unir toutes ces listes, c'est la place centrale qu'y occupe la référence à la personne humaine* ».



Geremek souligne alors que : « *Ce socle des valeurs européennes n'est pas une construction idéologique, mais le résultat du destin collectif de l'Europe* ». Plusieurs auteurs l'ont affirmé, dont Morin (1987), l'Europe n'est pleinement elle-même que lorsqu'elle est au coeur de ses contraires. Certes, ceux-ci l'ont presque détruite. Toutefois si les catastrophes passées sont comprises, la dynamique des contraires, qui en est l'origine, détient les forces et les matériaux mêmes de sa construction nouvelle, singulière et inconnue.

Prenons l'exemple de la séparation de l'économie et du politique qui déchire encore l'Europe. Elle ne peut en aucun cas se ramener à la suprématie de l'une ou de l'autre. Certes, cette opposition a eu son sens historique hier, elle a permis aux acteurs de l'économie associés à ceux de l'information de l'emporter sur les royaumes et les empires à vocation politico-religieuse. Ils ont fondé les nations marchandes et créé l'économie politique.

Malheureusement, les acteurs humains n'ont pas encore bien compris que ce qui se présente en successivité dans l'histoire relève, dans l'analyse systémique, d'une simultanéité de dimensions qu'il faut cesser d'opposer sommairement. Il faut inventer leur composition en fonction du lieu, du moment, des autres circonstances.

Ces mélanges, ces pondérations se sont plus ou moins faites hier. Par exemple, la France s'est ralliée à la dominante de l'économie mais ce fut sous le Second Empire. Sa racine révolutionnaire de 1989, les massacres de masse de la Commune de Paris, ont inscrit, dans sa culture, la dimension politique comme irréductible.

Autre exemple, comment séparer le destin de la Pologne d'une dimension politico-religieuse qui lui a permis, à plusieurs reprises, de faire face aux pires situations de son histoire. Récemment encore avec l'épopée de Solidarnosc dans laquelle l'historien Geremek eut le rôle actif que l'on sait.

Une des traductions actuelles de cette conjonction irréductible du politique et de l'économie est, à coup sûr, la question sociale. Les Français la mettent en avant et les Allemands aussi avec leur économie sociale de marché. Il ne s'agit pas d'une valeur à imiter puisqu'elle se pose comme un défi que l'on tarde à réaliser.

Sur ce point Geremek est très clair quand il écrit : « *On considère que l'attention particulière au social fait partie du modèle européen... Les uns, comme les Français, soutenant que le Traité constitutionnel contredisait cette vérité ; les autres, comme les Britanniques, s'opposant à une orientation trop sociale de la Convention et du texte proposé* ».

Pour Geremek, « *c'est un faux débat* ». Il relève plus des stratégies nationales qui s'opposent que de ce qu'il nomme « *la réalité de l'œuvre européenne* ». Il affirme clairement : « *L'Europe est sociale. Le trait particulier de l'intégration européenne est qu'elle est fondée sur le principe de la concurrence d'une part et de la solidarité et de la justice sociale de l'autre. Sans déclarer la disparition des inégalités sociales et matérielles, elle cherche à les gérer* ».

de façon juste en assurant l'égalité des chances. Il évoque la « théorie libérale de la justice de Rawls (1971) » et reconnaît que « la maximalisation du minimum social ... reste néanmoins un des défis fondamentaux pour l'avenir européen ».

On voit bien que la question des valeurs ne se ramène pas à celle des valeurs assurées dont on serait fier. A l'inverse, ce sont celles que nous ne parvenons pas à réaliser qui caractérisent pleinement l'esprit européen quand il est fidèle à lui-même.

Récemment, François Jullien (2008) a repris sous cet angle la question de l'universel et, en particulier, celui des Droits de l'Homme. Son analyse lui permet de montrer que tout universel est singulier. Ne serait-ce que par son lieu et son moment de naissance. Ce qui lui crée d'emblée des limitations. Par contre, s'il n'y a pas d'universel absolu dont les uns et les autres pourraient se réclamer au risque du fanatisme et de la négation d'autrui, il faut poser « l'universalisant ». Il a cette supériorité d'inscrire définitivement lui-même ses propres limites, en faisant de l'universel seulement ce que nous avons sans cesse à créer.

Précédemment, Jeremy Rifkin (2005), avait été dans ce sens en découvrant l'Europe comme source d'un « nouveau rêve » : « *Le rêve européen est fondé sur l'inclusion, il fait passer les relations communautaires avant l'autonomie individuelle, la diversité culturelle avant l'assimilation, la qualité de vie avant l'accumulation de richesses, le développement durable avant la croissance matérielle illimitée, l'épanouissement personnel avant le labeur acharné, les droits sociaux, les droits de l'homme universels et les droits de la nature avant les droits de propriété, et la coopération mondiale avant l'exercice unilatéral du pouvoir.* »

Geremek voit la dimension du social comme fondamentale de ce rêve européen de répondre aux défis. Il écrit : « *Le progrès de l'union politique et de la gouvernance communautaire permettra d'avancer sur cette voie et, en particulier, d'harmoniser le minimum social à l'échelle européenne. L'Union doit aussi élargir le nombre d'avantages sociaux qu'elle fournit directement au citoyen, en suivant l'exemple du programme Erasmus. La notion politique des droits du citoyen européen serait ainsi renforcée et enrichie par les droits sociaux. Le social se trouve ainsi faire partie aussi bien du développement durable que de la démocratie participative, défis permanents dans le processus de l'approfondissement de l'intégration européenne.* »

10/ L'Europe entre le Monde et ses nations

Si c'est au travers de ses défis que l'Europe invente ses vraies valeurs, l'un de ses plus grands défis actuels résulte à coup sûr du traitement conjoint qu'il lui faut inventer entre ses problèmes internes et ses problèmes externes. C'est encore plus vrai dans le contexte de la mondialité en cours.

Or, en engageant son travail d'approfondissement interne, l'Europe se donne des perspectives et des procédures pratiques et théoriques lui permettant non seulement de résoudre ses difficultés mais aussi de redevenir, pour le monde, ce laboratoire

d'exception qu'elle a mis en place mais dont elle s'est détournée pour lui préférer la domination des autres.

Après les tragédies du vingtième siècle, l'Europe pouvait difficilement se détourner encore de son unification. Dans sa précipitation à la produire un peu formellement, elle a tenté de reprendre un « *principe de subsidiarité* » auquel on pouvait attribuer une vertu démocratique. En effet, il préconisait qu'on ne devait pas au sommet s'occuper de ce que l'on pouvait résoudre à la base. Toutefois, cette apparence démocratique était illusoire puisque cela signifiait une sorte de hiérarchisation des questions, les plus importantes se traitaient au sommet et les moins importantes à la base.

A cet égard, comme l'avait précédemment fait René Lourau (1997), Geremek indique les limites du « *principe de subsidiarité* » dont il souligne en passant l'origine moyenâgeuse : « *En vertu de ce principe, les problèmes de l'éducation et de la culture sont supposés faire partie des traditions de la préservation nationale. Ce sont les gouvernements nationaux qui doivent s'en préoccuper. Cela signifierait que ces gouvernements devraient trouver dans leurs ressources éducatives nationales de quoi éduquer leurs ressortissants à la nouvelle culture européenne et mondiale* ». Geremek souligne la contradiction : « *Etre un citoyen, c'est pouvoir prendre ses responsabilités dans le domaine public. Or, aujourd'hui, le domaine public est européen et mondial. Nous avons donc besoin d'une éducation à l'Europe et au monde* ». C'est ce qu'ont bien compris nos amis polonais, de Bialystok, aux travaux desquels nous avons volontiers contribué [Poplawska, Jakoniuk, 2008].

Un exemple d'interférences entre Europe et monde se révèle dans l'intérêt manifesté, hors Europe, pour l'exceptionnelle expérience éducative des Offices franco-allemand et germano-polonais, que nous avons rappelée. A deux reprises, au moins, l'expérience de ces Offices a été sollicitée pour explorer les possibilités de création d'autres Offices des jeunesses. Dans le premier cas, il s'agissait d'un Office des jeunesses japonaises et coréennes. Dans le second cas, d'un Office des jeunesses israéliennes et palestiniennes. C'était à un moment où l'on pouvait croire que les excès de la tragédie israélo palestinienne, et la médiation américaine, allaient enfin mettre la paix à l'ordre du jour dans cette région du monde. C'était les Accords d'Oslo cosignés par Shimon Pérès et Itzhak Rabin qui paya finalement cela du sacrifice de sa vie.

Il ne faudrait pas confondre cette orientation avec celle qui consisterait encore à faire de l'Europe un modèle pour les autres. Mieux vaudrait parler de modélisations que l'Europe est obligée d'inventer si elle veut résoudre ses propres problèmes. Ces modélisations peuvent être reprises et adaptées mais aussi contredites, modifiées pour résoudre des problèmes du même ordre, ailleurs dans le monde.

Geremek nous en donne un précieux exemple en ce qui concerne la poursuite ou non de la construction territoriale européenne. Il écrit : « *Une certaine fatigue de l'élargissement faisant partie de la crise actuelle ne devrait pas pour autant définir de futures frontières de l'Union européenne. Il est certes évident qu'aucune nouvelle adhésion ne peut avoir lieu avant l'introduction des réformes internes. Mais à l'horizon de 2010-2015 on pourrait envisager l'adhésion des pays des Balkans occidentaux et, peut-être aussi, de l'Ukraine ; l'adhésion de la Turquie, avec laquelle l'Union a déjà ouvert les négociations, ne se situe très probablement qu'après cette date. Ainsi donc, le problème de l'élargissement ne concerne en aucune façon le nouveau projet*

européen ; les décisions finales relatives à l'élargissement devraient être prises dans la perspective de l'affermissement de la nouvelle formule de l'Union approfondie ».

On voit bien que, pour Geremek, les Européens doivent être en mesure de construire une systémique régulatrice de l'élargissement et de l'approfondissement. S'ils reconnaissent ce défi et tentent d'y répondre, il leur faut absolument inventer. C'est dans cet esprit que Geremek développe la question des frontières de l'Union. De façon surprenante par rapport à notre logique habituelle, il précise « *Cette question des frontières ne devrait pas être une question décisive pour l'Europe. D'autant plus que demain, une terre humaine ne pourra pas se faire sans retravailler cette question* ».

Il est vrai que cela commence à se faire à l'intérieur de chaque grande région du monde mais pas encore vraiment entre ces grandes régions.

Dans cette perspective, Geremek souligne l'intérêt pour l'Europe d'avoir une « *politique de voisinage* ». Il écrit : « *Elle prend dans ce contexte une importance capitale, bien qu'elle reste encore mal définie. Cette politique ne devrait pas être un outillage de coopération offert aux pays auxquels on refuse l'adhésion ; elle ne devrait être d'aucune façon un moyen d'exclusion de l'UE. Elle devrait, par contre, adoucir les tensions apparaissant aux marches de l'Union à cause des différences de développement économique ou de niveau de prospérité matérielle et, dans certains cas, préparer à l'adhésion à l'UE ou, dans d'autres, devenir un instrument de la création d'un vaste espace économique européen et transatlantique, enfin dans tous les cas rapprocher les peuples* ».

Tous ces exemples nous permettent de comprendre comment doit se développer, en même temps, pour l'Europe, le traitement de ses problèmes internes avec ses nations, et le traitement de ses problèmes externes avec les autres régions du monde.

Ce traitement est devenu autrement possible dans la mesure où nous disposons d'un profond renouvellement de la pensée historique et de sa conjonction avec la pensée systémique. C'est la base d'un logiciel d'intercompréhension dont Geremek nous montre le fonctionnement dans deux situations concrètes.

D'abord, à l'intérieur de l'Europe, dans la crise ouverte en raison des rejets français et néerlandais, Geremek trouve dépourvue d'intérêts toute polémique visant à donner raison ou tort aux uns ou aux autres. Il faut, au contraire, inventer une solution tierce séparatrice des polémiques hostiles et médiatrice pour une innovation résolutoire. Geremek écrit : « *Pour sortir de la quadrature du cercle, on doit chercher la solution du compromis qui respecterait la volonté de ceux qui ont déjà ratifié le traité et de ceux qui l'ont rejeté* ».

Ensuite, au plan mondial, Geremek nous donne encore un exemple de cette orientation, historique et systémique, de la réflexion et de la recherche. Il s'agit du difficile problème transpolitique de la façon dont gouvernants et gouvernés sont liés par une forme spécifique de société. Faute d'avoir étudié les évolutions des formes de société, nous savons mal comment cela se passe. Dès lors, nous brandissons un modèle, par exemple la démocratie, même si nous l'appliquons aujourd'hui de moins en moins.

Pour le passage ancien des communautés et des tribus aux royaumes et aux empires, Edgar Morin emploie judicieusement le terme de « *métamorphose* ». Or,

une métamorphose est tout le contraire d'une évolution linéaire, *a fortiori* copiée. Réfléchissant au problème de cette évolution en ce qui concerne la Chine, Geremek montre clairement les difficultés du problème et se garde bien de clamer telle ou telle solution facile mais illusoire. Il écrit : « *Nous sommes en l'occurrence face à un véritable empire qui arrive à se moderniser, qui peut devenir une puissance économique et politique sans appliquer la démocratie. Un tel état de fait modifie quelque peu le discours universaliste. Avec ses camps, avec ses enfants de dix ans qui travaillent dans les usines, nous avons à faire à un régime totalitaire. Malgré les apparences, nous avons le devoir d'appliquer ce discours universel, dans l'intérêt de la survie de la civilisation dont nous faisons partie. Reste que nous nous trouvons dans une situation nouvelle et difficile. Et il faut réfléchir à ce qu'il faut faire* ».

Conclusion

Comme l'ensemble de ces observations et de ces analyses permettent de le comprendre, la vision de Geremek concernant l'Europe et les Européens est empreinte d'enthousiasme et de lucidité. Cela tient certainement à la conjonction de son triple vécu d'historien, de responsable de *Solidarnosc* et de Ministre des Affaires étrangères de la Pologne. Sa participation personnelle à une histoire en train de se faire, et même dramatiquement, l'a prémuni contre les désespérances qui pourraient résulter d'un regard lucide sur la réalité actuelle. Sa formation universitaire à l'histoire du long terme l'a convaincu des difficultés mais aussi des mutations positives de l'histoire.

Son volontarisme d'un second projet européen devrait rallier à lui davantage d'adhésion et s'imposer aux gouvernants comme aux citoyens dans les associations et les partis. L'un des obstacles les plus fondamentaux à cela est à coup sûr le règne quasi absolu des références identitaires trop fermées. Pour corriger cela, nous avons besoin de mieux connaître les sociétés et les cultures ainsi que les développements historiques qui les ont produites.

Geremek fait de « *l'éducation historique une question très importante liée à la vie publique qu'il faut décliner sur les trois plans, national, européen et universel* ». Il précise : « *Il y a une autre façon de penser l'histoire qui pourrait être la compréhension, la capacité de réconciliation et la conscience de la nécessité d'exister en diversité* ».

Il nous a paru précieux d'accompagner les fortes exigences européennes de Geremek d'une mention de certains travaux qui se sont avancés déjà dans la direction d'un approfondissement de l'Europe.

En présence d'une légitime inquiétude concernant le destin de l'Europe mais aussi du monde, Edgar Morin (2010) écrit : « *Tout en fait a recommencé, mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de commencements, modestes, invisibles, marginaux, dispersés. Car il existe déjà, sur tous les continents, un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives locales, dans le sens de la régénération... Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier, et de les conjuguer en une pluralité de chemins réformateurs* ».

Edgar Morin, cela va de soi, corrige constamment la pensée identitaire. Contre les déductions, apparemment évidentes, dans lesquelles elle nous entraîne, il propose de se ressourcer au regard des évolutions naturelles et, singulièrement, des « *métamorphoses* ».

Il écrit : « *Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre, ou alors il est capable de susciter un métasystème à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose* ».

C'est pour contribuer à cette métamorphose que Geremek nous appelle à cet approfondissement de l'Europe et des Européens en eux-mêmes et en relation au monde. L'inquiétude qui est la sienne, selon laquelle nous pourrions perdre l'Europe, nous paraît totalement justifiée. De plus, si l'Europe était perdue, le reste du monde n'en serait pas pour autant sauvé. Dès la première ligne de son ouvrage, *La prospérité du Vice*, Daniel Cohen (2009) nous avertit : « *Ce qui s'est passé hier en Europe se répète aujourd'hui à l'échelle du monde* ».

En effet, reconnaissons avec lui que, pour le moment, nous n'avons aucune assurance que les humains ne reproduiront pas, au plan planétaire, les extrêmes violences du XXe siècle européen. L'approfondissement européen et mondial que réclame Geremek constitue sans doute le seul vrai chemin pour aider l'humanité dans sa métamorphose en cours.

Bibliographie

Beckouche P., 2001, *Le royaume des frères. Aux sources de l'État-Nation*, p. 143, 147, 253, Grasset.

Carpentier M-N, 2010, Cinquante ans de rencontres des jeunesses : des apports décisifs pour la construction européenne, in *Synergies Pays Germanophones*, 2, Gerflint.

Cohen Daniel, 2009, *La prospérité du vice - Une introduction (inquiète) à l'économie*, Albin Michel.

Courcelle Th., 2005 « Le Conseil de l'Europe et ses limites. L'organisation paneuropéenne en pleine crise identitaire », *L'Europe et ses limites*, Hérodote, 118, 3^e tr., p. 64-65.

Cullin M., 2001, Les avatars de la mémoire in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 158, 10-12.

Demorgon J., 2004, *Complexité des cultures et de l'interculturel. Contre les pensées uniques*, Paris, Economica.

Demorgon, Lipiansky, Müller, Nicklas (2003), *Dynamiques interculturelles pour l'Europe*, Anthropos.

Demorgon J., 2002, *L'histoire interculturelle des sociétés*. Pour une information monde, Paris, Economica, Anthropos.

Demorgon J., Lipiansky E-M., Müller B., Nicklas H. (2001), *Europakompetenz lernen*, Campus, Frankfurt.

Demorgon J 2008, S'éduquer à l'humanité planétaire, in Popławska, op. cit., 109-129.

- Duby G., Geremek B., 1992, *Passions communes – Entretiens avec Philippe Sainteny*, Seuil.
- Erikson E. O. et Fossum J. E. (2000), *Democracy in the European Union – Integration through Deliberation ?* Londres, Routledge.
- Gauchet M., Rémond R., 2005, Comment l'Europe divise la France. , *Le débat*, n° 136.
- Geremek Bronislaw, Picht Robert, 2007, *Visions d'Europe*, Odile Jacob, pages 9-26.
- Geremek B., 1999, Entretiens recueillis par Juan Carlos Vidal, *L'historien et le politique*, Les Editions Noir sur Blanc.
- Geremek B., 2007, *l'Europe en crise ?* in Geremek B., Picht R., op. cit. pages 9-26.
- Habermas J., 2001, *Braucht Europa eine Verfassung ? Zeit der Ubergang*, Suhrkamp, Fr/M.
- Jaffrelot C., 1997, *Démocraties d'ailleurs*, Karthala, Paris.
- Jullien Fr., 2008, *De l'Universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*, Fayard.
- Kagan R., 2003, *La puissance et la faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon.
- Kopacki A., 1997, De l'incompatibilité. Pourquoi un Polonais ne saurait comprendre un Allemand ; Allemagne-Pologne, cinq après, in *L'Autre* n° 34-35.
- Kwasniewski A., 2001, in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 158.
- Laignel-Lavastine Alexandra, 2005, *Esprits d'Europe*, Paris, Calmann-Lévy.
- Latour B., 2004, « Whose cosmos, which cosmopolitics Comments on the peace terms of Ulrich Beck », *Common Knowledge*, vol. 10, Issue 3, p. 450-462.
- Le Goff J.-P., 2005, Le malaise français dans le miroir de l'Europe, *le débat*, n° 136.
- Lourau René, 1997, *Le Principe de subsidiarité contre l'Europe*, Paris, Puf.
- Michalski K., 2006, Conditions of European Solidarity, vol I., « What Holds Europe Together, Budapest et N.Y., Central European University Press.
- Mink G., 2007, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La découverte.
- Morin E., 1987, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard.
- Popławska A., Jakoniuk Leszek M., 2008, *Kultura, młodość, edukacja*, M. Sliwowski, Białystok.
- OFAJ, DFJW, *Textes de travail* & co-éditions, en livres et en ligne : www.ofaj.org ; www.dfjw.org
- Rawls, 1987, [1971], *Théorie de la Justice*, Paris, Seuil.
- Ricoeur P., Cultures, du deuil à la traduction, *Le Monde*, 25-05-2004, p. 1 et 19.
- Ricoeur P., 2004, *Sur la traduction*, Paris, Bayard.
- Rifkin J., 2005, *Le rêve européen ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, Fayard, 2005, p. 297-298, 485-492.



Schwall-Düren A., 2001, De la pertinence de la coopération dans le cadre du Triangle de Weimar, in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 158, décembre, pp. 96 -101. [traduction Josie Mély].

Siedentop Larry, 2005, « A Crisis of legitimacy », Prospect, n°112, *The Meaning of No*.

Swift B.C., 2001, *La problématique britannique, Allemagne d'aujourd'hui*, n°157, p. 126-136.

Thibaud P., 2005, Europe manquée, Europe à faire, Paris, *le débat*, n° 136, p. 74-79.

Todorov Tsvetan, 2003, *Le Nouveau Désordre mondial*, Paris, Robert Laffont.

Védrine H., 2005, « Pour l'Europe : repartir du réel », *le débat*, n° 136, pp. 20-28.

Wysokinska Teresa, van Crugten Alain, 2001, *La Pologne au XXe siècle*, Ed. Complexe.

*